

SEMINAIRE

**« INDUSTRIALISATION ET COMPETITIVITE GLOBALE DU MAROC :
ENJEUX ET DEFIS »**

MOT D'INTRODUCTION

**M. MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES STRATEGIQUES**

**RABAT
MERCREDI, 25 SEPTEMBRE 2013**

Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES)

Avenue Azzaitoune, Hay Riad, Rabat 10100

Téléphone : +212 (0) 537.71.83.83 – Fax : +212 (0) 537.56.40.79

Email: contact@ires.ma

Site Web: www.ires.ma



Mesdames et Messieurs

J'ai l'immense plaisir de vous accueillir aujourd'hui à l'IRES dans le cadre de ce séminaire consacré à une problématique centrale du développement économique du Maroc, à savoir comment accélérer le processus d'industrialisation de notre pays pour améliorer son profil de spécialisation internationale et le hisser au rang des économies compétitives.

Cette problématique fait l'objet, depuis juin 2013, d'une étude approfondie dans le cadre du programme de l'IRES « Compétitivité globale et positionnement du Maroc dans le système mondialisé ». Cette étude a pour objet d'analyser les options de la nouvelle stratégie industrielle et ses perspectives, en rapport avec les mutations du paysage concurrentiel mondial, et de proposer des recommandations de politiques publiques à même de renforcer le poids de l'industrie dans l'économie marocaine et d'en faire un vecteur d'intégration du Maroc dans les courants d'échanges et d'investissements internationaux.

Le rapport stratégique de synthèse de la première phase du programme d'études « Compétitivité globale » de l'IRES, réalisé en 2012, avait clairement mis en relief l'importance d'inscrire les options industrielles du Maroc dans le cadre d'une vision intégrée et de long terme, axée sur un nouveau modèle de développement répondant aux exigences internes et aux impératifs de la concurrence internationale. A titre de rappel, les principales conclusions de ce rapport en lien avec la problématique de l'industrialisation du pays sont les suivantes :

- La relance de la politique industrielle du Maroc devrait être envisagée dans l'urgence pour permettre au pays de renforcer ses capacités productives et d'être en mesure de faire face à la concurrence étrangère aussi bien sur les marchés extérieurs que sur le marché intérieur. Cette politique devrait aller de pair avec une politique d'attractivité du pays aux investissements étrangers pour accroître la visibilité financière des grands programmes industriels et générer les effets d'entraînement nécessaires en termes de transfert technologique et de savoir-faire.



- La réussite de cette politique est tributaire de son articulation étroite avec celle de la recherche scientifique et de l'innovation. Elle devrait également bénéficier d'un système de promotion économique favorisant l'internationalisation des entreprises nationales.
- La cohérence entre politique commerciale et politique industrielle devrait être renforcée. Les plans sectoriels devraient être, dès lors, réajustés à l'aune des réalités introduites par les accords de libre-échange.
- En plus de l'accélération de l'exécution des stratégies sectorielles, le tissu productif national devrait être restructuré, à travers la modernisation compétitive des PME et leur mise à niveau globale.
- Tout en comptant sur ses propres potentialités, le Maroc devrait prendre appui également sur les différents instruments de coopération technique offerts dans le cadre des accords conclus, pour optimiser son profil de spécialisation et renforcer sa compétitivité. A ce titre, plusieurs programmes d'assistance technique existent et pourraient contribuer au renforcement des capacités de production et de commercialisation des entreprises marocaines sur les marchés partenaires, notamment ceux de l'Union Européenne et des Etats Unis.

Mesdames et Messieurs

Le contexte mondial actuel se caractérise à la fois par une concurrence de plus en plus intense et de fortes incertitudes sous l'effet de crises globales et à fréquences élevées. Sur le plan régional, une nouvelle recomposition de la carte industrielle s'instaure progressivement, sous l'effet de la désindustrialisation de certaines économies avancées et l'émergence de nouvelles puissances industrielles. Cette réalité appelle le Maroc à accélérer l'amélioration de son profil de spécialisation et à créer les conditions propice à l'émergence d'une base industrielle solide et à forte valeur ajoutée.



Si le Maroc a choisi au lendemain de son indépendance une politique industrielle basée sur la stratégie de substitution aux importations, qui lui a permis de développer une industrie légère de biens de consommation, il a été amené à partir des années 80 dans le cadre de la politique d'ajustement structurel à abandonner ce choix au profit d'une stratégie axée sur la promotion des exportations, la libéralisation du commerce et l'encouragement du secteur privé.

Aujourd'hui, l'ouverture de l'économie marocaine et l'exacerbation de la concurrence internationale soulèvent la problématique de la compétitivité industrielle du pays comme en témoigne l'aggravation du déficit de la balance commerciale dans un contexte de la multiplication des accords de libre-échange conclus par le Maroc avec des partenaires tant développés qu'en voie de développement. L'analyse des causes de ce déficit, devenu chronique, fait ressortir les limites de la compétitivité industrielle et l'articulation insuffisante entre politique industrielle et politique commerciale.

Dans le but de tirer profit des opportunités offertes par son choix d'ouverture sur l'extérieur et faciliter son insertion dans l'économie mondiale, le Maroc a lancé en 2005 une nouvelle stratégie industrielle, le plan « Emergence I », et, en 2009, le plan « Emergence II ». Ces deux plans visent respectivement (i) à améliorer la compétitivité industrielle par la promotion des branches réputées avoir des avantages comparatifs au niveau international et (ii) à agir sur l'environnement de l'entreprise : réforme de l'administration ; aménagement du territoire ; adéquation de la formation ; financement des PME...

Le bilan à mi-parcours du Pacte National pour l'Emergence Industrielle, établi lors des 3èmes Assises de l'Industrie, en février 2013, demeure mitigé. Les résultats varient selon les branches industrielles et il existe encore des obstacles qui retardent l'atteinte des objectifs escomptés : problème de financement ; difficulté d'accès au foncier industriel ; manque de coordination au niveau de la mise en œuvre des stratégies sectorielles. L'obstacle majeur réside dans le système d'éducation et de formation, qui n'arrive pas encore à offrir au tissu productif les ressources humaines en quantité et qualité suffisantes.



Mesdames et Messieurs

Afin d'entreprendre un examen minutieux des options d'industrialisation engagées par le Maroc et de leurs incidences potentielles en termes de renforcement de la compétitivité globale du pays, il est opportun d'apporter des éléments de réponse aux questions suivantes :

- Quel bilan peut-on faire des politiques publiques nationales en matière d'industrialisation ? Quelles sont les avancées enregistrées et les entraves encore persistantes qui limitent la compétitivité industrielle du Maroc ?
- Quelle articulation peut-on établir entre l'ouverture commerciale et la politique industrielle au Maroc ? Quid de la cohérence des stratégies sectorielles et des conditions de leur mise en œuvre ?
- Sur quels leviers le Maroc devrait-il agir pour améliorer son profil de spécialisation et renforcer la diversification de son économie ? Quel soutien faut-il apporter, en particulier, aux PME industrielles dans la perspective de leur modernisation compétitive ?
- Comment rendre plus fécond le partenariat entre les pouvoirs publics et le secteur privé en matière de stratégie industrielle ?
- Comment promouvoir la recherche et développement et soutenir l'effort d'innovation dans le secteur privé national, en vue de renforcer les capacités du Maroc en matière d'appropriation technologique ?

Ce sont là quelques questionnements qui devront cadrer notre débat aujourd'hui. La présence des acteurs publics, des opérateurs privés ainsi que des experts marocains des questions de développement industriel, constitue une occasion idoine pour apporter un regard croisé sur les enjeux et les défis que le Maroc se doit de relever en vue d'accélérer l'édification d'une base industrielle solide à même de hisser le pays sur l'échelle des avantages compétitifs et améliorer, in fine, son positionnement dans le système mondialisé.

Je vous remercie de votre attention et je souhaite plein de succès à notre séminaire.

